La Shoah en Belgique

Jacques Déom

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/652>

DOI : 10.4000/cmc.652

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2010

Pagination : 179-189

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Jacques Déom, « La Shoah en Belgique », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 9 | 2010, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 13 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/652> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.652>

Note de lecture
La Shoah en Belgique

Jacques Déom

Insa Meinen, *Die Shoah in Belgien*, WBG (Wissenschaftliche Buchgesellschaft), Darmstadt, 2009, 254 pages (ISBN 978-3-534-22158-5)

L'ouvrage sous recension est le premier consacré spécifiquement, en langue allemande, à la persécution et à la déportation des Juifs de Belgique par le régime national-socialiste. La Belgique a jusqu'ici peu retenu l'attention des chercheurs et, *a fortiori*, des lecteurs allemands. *Die Shoah in Belgien* entend contribuer à rétablir pour son public plus de justice historiographique en donnant la place qu'il mérite à un pays qui, pour être géographiquement exigu et démographiquement modeste, présente néanmoins, dans la perspective d'une analyse comparative, plus d'un trait qui le spécifie parmi les victimes de l'agression nazie et devrait dissuader de projeter sur lui des schèmes de compréhension élaborés à partir des réalités qu'ont connues ses voisins, notamment la France sous le régime de Vichy ou les Pays-Bas.

Si ce travail fait évidemment référence et s'appuie pour une large part sur la recherche accessible en français et en néerlandais, et dans cette mesure ne constituera pas une révélation pour qui est familier de celle-ci, il s'en faut qu'il en constitue purement et simplement la synthèse. D'abord parce qu'il fait appel à des sources inexploitées avant lui (conservées pour l'essentiel aux archives fédérales de Berlin, tels certains rapports d'agents en Belgique du *Reichssicherheitshauptamt* datant de 1942, ou divers documents émanant entre autres de la Police allemande des frontières en poste aux frontières des Pays-Bas et de la

France et qui figurent dans le fonds partiellement conservé du *Devisenschutzkommando*). Ensuite et surtout parce que, comme il apparaîtra ci-dessous, ses préoccupations traduisent un renouvellement – ou à tout le moins un infléchissement significatif – de la problématique à laquelle la littérature nous avait habitués¹.

L’auteur ne prétend pas à l’exhaustivité. On trouve ainsi en allemand ce qu’une présentation ramassée des faits doit retenir du pillage des biens juifs, dont le traitement dans l’ouvrage reste par suite marginal. L’attention de l’auteur s’est portée sur ce qu’elle tient à juste titre pour des lacunes de la recherche. La question de déterminer de manière beaucoup plus fine que ce n’a été le cas jusqu’ici – en mettant par là même à mal certaines vues trop schématiques en la matière – comment et avec la complicité de qui – personnes mais surtout services – les hommes d’Eichmann en poste à Bruxelles ont réussi à s’emparer des Juifs qu’ils ont ensuite envoyés à la mort constitue l’une des lignes de faite de l’ouvrage. Corrélativement, une autre préoccupation centrale de la recherche d’Insa Meinen est d’établir dans toute sa variété la panoplie des moyens déployés par les persécutés pour faire face à la traque et tenter d’échapper à leur sort. Constatant que l’historiographie, spécialement allemande, s’est prioritairement attachée à décrire et à analyser le mécanisme de l’occupation et de la persécution des Juifs du point de vue des acteurs (« *die Täter* »), autrement dit de l’appareil d’oppression nazi, elle souhaite rééquilibrer par là la description et restituer toute leur active présence aux victimes singulières, et aux multiples initiatives qu’elles ont su prendre pour tenter de défendre leur vie. L’auteur entend examiner « avant tout comment et dans quelle mesure la masse de la population juive a cherché à se

¹ Les recherches de l’auteur ont d’ores et déjà donné lieu à diverses publications en français : I. Meinen, « Les autorités allemandes d’occupation et l’AJB », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *Les curateurs du ghetto. L’Association des Juifs en Belgique sous l’occupation nazie*, Bruxelles, 2004, pp. 57-90 (néerl. : « De Duitse bezettingsautoriteiten en de VJB », dans J.-Ph. Schreiber – R. Van Doorslaer (dirs.), *De curatoren van het getto. De vereniging van de joden in België tijdens de nazi-bezetting*, Tielt, 2004, pp. 46-70) ; *Ead.*, « Face à la traque. Comment les Juifs furent arrêtés en Belgique (1942-1944) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 6, 2005, pp. 161-203 ; I. Meinen – A. Meyer, « Le XXI^e convoi : études biographiques (Première partie) », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 7, 2006-2007, pp. 57-109 ; « Le XXI^e convoi : études biographiques (Deuxième partie) », *ibid.*, n° 8, 2008, pp. 35-98 ; A. Meyer – I. Meinen, « La Belgique, pays de transit. Juifs fugitifs en Europe occidentale au temps des déportations de 1942 », dans *Les Cahiers d’Histoire du Temps présent*, n° 20, 2009, pp. 145-194.

protéger de l'arrestation et de la déportation » (p. 11). Le soin apporté à préciser toutes les modalités de cette intense activité individuelle des victimes l'amène paradoxalement à reléguer au second plan la description de la Résistance juive organisée et de l'aide apportée par les non-Juifs. Que cet aspect de la réalité historique ne fasse l'objet que d'un traitement des plus cursifs (notamment dans les pages de conclusion de l'étude) s'explique sans doute par l'abondance de la littérature sur le sujet, mais ne laisse pas de surprendre dans un texte de synthèse, par ailleurs nullement soupçonnable de chercher à minimiser l'activité déployée par les persécutés.

L'ouvrage est construit en cinq chapitres. Le premier fournit une description des rapports de force qui s'établissent entre dominants et dominés en Belgique occupée et, dans ce contexte, de la persécution des Juifs. Les relations singulières entre l'administration militaire allemande et la *Sipo-SD* d'une part, l'appareil d'occupation et les autorités belges de l'autre, dont la collaboration ne va pas sans réticences ni raidissements, constituent la trame institutionnelle qui rend possible la tragédie. Instauration des mesures antijuives, persécutions à partir du printemps 1942, préparation de la déportation vers Auschwitz, grandes rafles de 1942 et 1943 sont présentées en un tableau d'une grande clarté.

La communauté obligatoire (Association des Juifs en Belgique, AJB) imposée aux Juifs par l'occupant, dont le rôle dans la ségrégation socio-économique des Juifs et leur déportation est central, retient ensuite l'attention de l'auteur. Elle ne se réduit nullement à ses yeux à fournir aux bourreaux un instrument passif. Vu le partage des tâches qui prévaut entre administration militaire et agents de la *Sicherheitspolizei*, ses représentants se trouvent confrontés à des façons de les traiter constamment fluctuantes et tente en conséquence d'exploiter les possibilités de manœuvre que paraît leur offrir cette souplesse de l'occupant, dont ils mesurent mal le caractère de sournoise perfidie.

Le troisième chapitre de *Die Shoah in Belgien* constitue sans doute pour le lecteur imprégné des résultats de la recherche belge l'un des plus intéressants – et des plus novateurs – de l'ouvrage et implique un double renversement de perspective dans la compréhension qu'il a de la déportation. Depuis le travail pionnier de Maxime Steinberg dans les années 1980, il a en effet été amené à placer au centre de l'image qu'il

s'est construite de celle-ci les grandes rafles et autres opérations de masse. Or, à l'encontre de cette doxa, l'auteur soutient d'abord, au terme d'une soigneuse reconsidération des données, que la majorité des Juifs déportés de Belgique furent arrêtés individuellement ou en groupes restreints. Par ailleurs et corrélativement, elle fait valoir que cette situation est bien moins due à l'action de la police belge qu'à l'importance – jusqu'ici très insuffisamment prise en compte – de l'implication dans la persécution de différents services allemands. L'examen pour la première fois des dossiers du *Devisenschutzkommando* – qui relevait de l'administration financière du *Reich* – ou de la Douane allemande en poste aux frontières néerlandaise et française montre avec éclat que ces instances, que l'on avait tendance à tenir pour un tant soit peu annexes à l'action antijuive, s'y sont activement impliquées et n'ont nullement attendu les injonctions de la *Wehrmacht* ou de la *Sipo-SD* pour produire leur contingent de victimes du génocide. Les mêmes sources témoignent du même coup des efforts consentis par la population juive pour échapper à la déportation. Plus de 90% des Juifs présents sur le territoire belge lors de l'invasion du pays étaient des immigrants d'Europe orientale ou des exilés d'Allemagne. Autant dire qu'ils avaient fait la douloureuse expérience de la migration contrainte. Une migration qui, le cas échéant, ne s'arrêtera pas au royaume, si l'on en juge par le nombre de ceux qui tenteront le passage clandestin vers la France. Toujours est-il que la Belgique resta aussi tard que 1943 un pays de transit pour les Juifs néerlandais fuyant l'oppression nazie.

L'éclairage ciblé que porte le quatrième chapitre impose lui aussi un renouvellement du regard porté sur la déportation en s'attachant à un aspect rarement évoqué de l'attitude juive face à l'oppression. Le plus clair de ce que nous savons de la réaction des victimes à la persécution raciale se fonde en effet sur le témoignage de ceux qui rentrèrent des camps ou de "sauveurs". Or, les autres, bien plus nombreux, qui ne revinrent pas des centres de mise à mort, ne s'en trouvent pas pour autant réduits à n'être que ces ombres dont les nazis entendaient effacer jusqu'au souvenir. Les archives subsistantes permettent souvent de documenter, et de manière précise, leurs "stratégies de survie", selon l'expression récurrente de l'auteur. L'examen minutieux des dossiers conservés des 1.560 victimes du XXI^e convoi à destination

d'Auschwitz, qui quitta le camp de rassemblement de Malines le 31 juillet 1943, lui permet de reconstituer dans toute sa pathétique richesse le spectre des efforts par lesquels elles tentèrent de s'arracher à la nasse avant de tomber aux mains de la Gestapo. Il permet par la même occasion d'établir *in concreto* par quelles voies plus de 1.500 hommes, femmes et enfants, se retrouvèrent à bord de ce convoi sans que la *Sicherheitspolizei* se soit vue obligée de recourir à des opérations de grande envergure...

Les techniques de "la chasse à l'homme" fournissent son objet au cinquième chapitre. Une étude comparative de quatre autres convois de déportés (les XII^e, XIII^e et XIV^e, partis en octobre 1942, et le XXV^e, du 19 mai 1944) permet d'examiner à nouveaux frais la question du nombre des victimes de la persécution à Anvers et à Bruxelles et les raisons des disparités que l'on observe entre les deux métropoles en cette matière. Les activités du *Judenreferat* de la *Sipo-SD* de Bruxelles font l'objet d'une étude détaillée, de même que la collaboration de la *Feldgendarmarie* et de la *Geheime Feldpolizei* aux arrestations et le recours fait par l'occupant aux services de la police belge et de complices locaux. Plusieurs pages bienvenues mettent en lumière le regard porté par les oppresseurs sur la manière dont la population juive cherche à détourner les coups et de décrire le processus d'ajustement réciproque entre technique de l'oppresseur et tentative d'y parer par les Juifs pourchassés.

Dans ses conclusions, l'ouvrage ramasse les perspectives de l'auteur sur la structure de la puissance d'occupation, la question de l'implication des autorités belges et l'organisation de la défense juive. Les deux premières questions surtout valent d'être évoquées brièvement. De l'ensemble de la recherche ressort la place centrale dans le dispositif d'occupation, notée dès les travaux de Maxime Steinberg, de l'administration militaire allemande dans la persécution et la déportation des Juifs en Belgique. Certes, c'est à Berlin que la déportation est décidée et c'est le *Sipo-SD* (*Sicherheitspolizei – Sicherheitsdienst*) de Bruxelles qui en est chargé. Mais au printemps 1942, c'est à l'initiative des bureaux de Reeder, le chef de l'administration militaire, que les Juifs étrangers sont déportés dans le Nord de la France et affectés au travail forcé sur les chantiers du « Mur de l'Atlantique » de l'organisation Todt. Et, à l'automne de la même année, c'est encore

Reeder qui livre au *Sipo-SD* cette main-d'œuvre juive pour constituer les convois de la "solution finale". La police de sécurité (*Sicherheitspolizei*) put toujours compter sur la *Feldgendarmarie* pour lui prêter main-forte lors des rafles. L'implication des militaires dans la "solution finale" est loin de se limiter à un rôle d'appoint lors des arrestations. « Sans l'assentiment de Falkenhausen et de Reeder, qui, au contraire de leurs homologues parisiens, ne se désaïssaient pas en mai 1942 de leur pouvoir au bénéfice d'un SS de haut rang, le *Reichssicherheitshauptamt* n'aurait pu envoyer à Auschwitz le moindre train » (p. 177). Au bénéfice des objectifs de guerre prioritaires de l'Allemagne, Reeder sut imposer aux hommes d'Eichmann à Bruxelles, et notamment à Ehlers du *Sipo-SD*, ses instructions quant à leur manière de procéder. De fait, toute la politique de Reeder et de ses conseillers est régie par le souci de limiter autant que faire se peut les occasions de friction avec les autorités belges et les protestations auxquelles de trop évidents déploiements de force ne pourraient que donner lieu, afin de ne pas nuire au fragile *statu quo* établi dès le lendemain de l'Occupation. La déportation des Juifs de Belgique, fût-ce sous le prétexte d'une "mise au travail" à l'Est, ne pouvait manquer de réveiller les souvenirs pénibles que les Belges gardaient des déportations de travailleurs au cours de la Première Guerre mondiale. C'est justement pour éviter la répétition de ce drame encore pleinement vivace dans les mémoires que les Belges s'étaient résignés à collaborer et à placer leur économie au service de l'effort de guerre allemand. Il était d'importance vitale pour l'occupant de ne pas nuire à ces bonnes dispositions. Ce qui explique l'insistance des militaires en juillet 1942 à dissuader le *Sipo-SD* de déporter le petit groupe des Juifs de nationalité belge, et de se rabattre sur des Juifs immigrants étrangers ou réfugiés. Ou encore les consignes de discrétion dans le traitement des Juifs données par Reeder. Le même facteur rend compte de l'apparente palinodie de l'administration militaire qui, après avoir rendu possible la déportation des Juifs, accède dans quelques cas choisis aux instances de personnalités belges en faveur de Juifs internés et obtient leur libération, quitte à les faire acheminer vers des centres placés sous contrôle allemand.

La même stratégie que celle mise en œuvre vis-à-vis de l'État belge préside aux rapports avec l'AJB. L'administration militaire se montre prête à traiter. C'est ainsi qu'elle "exempte" les fonctionnaires de la

communauté obligatoire de la déportation, alors même que le *Sipo-SD* n'avait plus aucun besoin de celle-ci pour amener les Juifs au camp de Malines. C'est que l'association remplit aux yeux des militaires un rôle essentiel : elle permet en effet d'éviter qu'éclate au grand jour le scandale de la situation socio-économique dramatique engendrée par l'application des ordonnances antijuives émanant du commandant militaire... Non moins pressante est la nécessité à laquelle l'administration militaire se voit confrontée dès l'été 1942 de parer au passage massif des Juifs dans la clandestinité. C'est dans cette perspective qu'elle promet à l'AJB que les Juifs de nationalité belge pourront échapper à la déportation pour autant qu'ils se conforment strictement aux dispositions allemandes, quitte à permettre ultérieurement à la Gestapo de remplir un train en une nuit lorsqu'en 1943, von Falkenhausen donne le feu vert à la déportation des Juifs belges. Von Falkenhausen et Reeder furent capables d'adapter aux réalités du terrain belge les instructions venues de Berlin. La relative faiblesse de l'appareil SS de concert avec la prépondérance de l'administration militaire rend compte du fait qu'en Belgique la déportation à Auschwitz se soit déroulée pour l'essentiel sans accroc, les militaires ayant réussi à conjurer les incidences négatives qu'était susceptible d'entraîner pour la machine d'occupation une déportation des Juifs, même aux couleurs de la "mise au travail".

Résumant ses analyses touchant l'attitude des autorités belges, Insa Meinen est loin de partager la sévérité de l'historiographie nationale récente. Et de rappeler qu'en juillet 1942, la police de Bruxelles se refusa à exécuter l'injonction allemande d'arrêter un nombre considérable de Juifs. Deux mois plus tard, elle se refusa pareillement à prêter la main à une grande rafle organisée par le *Sipo-SD*. Quelque temps auparavant, les bourgmestres bruxellois avaient refusé de distribuer l'étoile jaune. Que ces refus s'exercent pour l'essentiel au profit non de nationaux mais d'immigrants et de réfugiés, montre à quel point le système totalitaire rencontrait dans ce refus des arrestations arbitraires une limite infranchissable. Certes la décentralisation et l'autonomie communale caractéristiques de la Belgique rendirent en sens inverse possible en 1942 à Anvers la participation de la police locale à des arrestations en totale contradiction avec le droit belge, et que l'on aurait difficilement pu envisager au plan national. Et la même police anver-

soise put procéder de manière autonome à une rafle qui fit plus de mille victimes. Il ne fait pas de doute que la volonté du conseil communal d'Anvers sous la direction du bourgmestre Leo Delwaide de s'inscrire dans la logique de l'Ordre nouveau contrastait avec les réticences des édiles bruxellois par l'empressement mis à se plier aux injonctions allemandes.

Le rapprochement, initié par les travaux de Maxime Steinberg, de la situation belge avec celle que connut la France de Vichy est à l'estime d'Insa Meinen de nature à induire en erreur. Quand elle arrête des Juifs, la police anversoise reçoit ses ordres des forces d'occupation. Lorsque, en juillet 1942, René Bousquet, secrétaire général de la police française, concède au *Sipo-SD* l'arrestation de 20.000 Juifs étrangers à Paris et livre les Juifs étrangers de la zone Sud non occupée, il entend bien, ce faisant, affirmer l'autonomie du pouvoir exécutif français en territoire occupé. Quantitativement non plus, les rafles d'Anvers à l'été 1942 ne peuvent se comparer à celle du Vélodrome d'Hiver à Paris en juillet 1942. Leur surestimation dans l'historiographie belge de la Shoah date des travaux de Lieven Saerens, pour qui la proportion de la communauté juive victime de la déportation est plus importante à Anvers qu'à Bruxelles, ce dont l'historien fait des autorités anversoises les principales responsables. Or, estime Insa Meinen, l'application à l'ensemble des convois de déportation des méthodes d'investigation personnalisées qu'elle préconise ne manquerait pas de modifier significativement les statistiques et de réduire la part des rafles dans l'apport de victimes à la déportation. Seule la mise en œuvre de cette procédure pourra fournir une représentation exacte de la manière dont furent arrêtés les Juifs dans les deux villes.

Les historiens de la Shoah en Belgique ont de manière croissante souligné l'implication des Belges dans la persécution des Juifs. Attitude compréhensible, estime Insa Meinen, dans la mesure où l'on cherche à faire la clarté sur des comportements qui démentent les traditions libérales du pays. La tendance est particulièrement explicite dans le récent rapport d'enquête commandité par le Sénat de Belgique et publié sous le titre *La Belgique docile*. Or, l'historienne s'inquiète de l'image globale qu'impose aux esprits cette propension, trop bien accueillie par certains en Allemagne, à charger les autorités du pays occupé.

Quel bilan établir ? Si l'on totalise l'ensemble des rafles à Anvers, les arrestations individuelles, les transferts à partir de maisons d'arrêt ou de camps de réfugiés et, enfin, les travailleurs affectés au travail obligatoire dans le Nord de la France, c'est un cinquième environ des Juifs tombés aux mains des Allemands qui le fut avec l'aide de la police ou de l'administration belges. C'est en revanche la majeure partie de ceux qui finirent à Auschwitz que la police de Vichy arrêta.

Un poncif de la littérature sur la Shoah veut que la faiblesse de l'occupant en effectifs lui ait imposé le recours à des instances locales pour procéder à l'arrestation des Juifs. Il peut se revendiquer d'une base dans les sources allemandes. Encore ne correspond-il pas pleinement à la réalité, estime Insa Meinen. C'est sans faire appel à la police locale que furent mises sur pied à Bruxelles deux grandes rafles et plusieurs de moindre ampleur. De même pour la rafle de Liège. « À la différence de ce qui a lieu en France et aux Pays-Bas, la majorité des Juifs déportés de Belgique ne furent pas arrêtés lors de vastes opérations d'interpellation, mais isolément ou par groupes restreints. Dans ces événements, l'implication de forces de police belges resta l'exception » (p. 182).

Que l'occupant nazi ait réussi à envoyer autant de Juifs de Belgique à la mort résulte de la collaboration de tous les organes policiers allemands, de certains services de la *Wehrmacht* et de l'Administration des Finances du *Reich* (Régiment de Gardes-frontière Clüver, Douanes, *Devisenschutzkommando*). Il ne fait pas de doute que l'occupant s'en soit largement remis à des collaborateurs et informateurs locaux : membres de l'organisation antisémite *Volksverwertung*, SS flamands et rexistes. À quoi s'ajoutent des délateurs juifs. Mais il est frappant, souligne Insa Meinen, que l'occupant n'ait investi de compétences exécutives qu'un nombre limité d'auxiliaires belges, des traducteurs par exemple. Les autres hommes de main n'opérèrent des arrestations qu'à l'appui d'agents du *Sipo-SD* ou de la *Feldgendarmarie*.

La traque systématique des Juifs clandestins ne commença à Berlin (comme aux Pays-Bas) qu'au printemps 1943. C'est dès septembre 1942 que les Allemands durent engager en Belgique cette phase de leur action meurtrière. Se vérifie donc la thèse avancée dès longtemps par Maxime Steinberg : c'est le passage massif des Juifs dans la clandestinité, et non de quelconques insuffisances en personnel, qui contraignit

les Allemands à modifier leurs méthodes d'intervention. « Si les forces d'occupation avaient dû procéder en août à des rafles parce que la majeure partie des Juifs d'abord convoqués à Malines ne suivait pas les ordres de mise au travail, la population juive étrangère réagit aux rafles en passant dans l'illégalité. Dès la fin d'août 1942, le premier mois de la déportation, le BdS informait Berlin dans son rapport que les Juifs ôtaient l'étoile jaune et fuyaient leur appartement. La riposte des Juifs a été un facteur central du déroulement de la "Solution finale" en Belgique » (p. 183). L'activité du Comité de Défense des Juifs, l'organisation de résistance juive regroupant des personnalités de sensibilités politiques différentes sous l'égide du Front de l'Indépendance, fut dans ces conditions d'une importance proprement vitale, principalement dans la mise en sécurité des enfants de la communauté vouée à l'extermination.

La solidarité de la population belge est d'autant plus remarquable qu'elle allait pour l'essentiel à une population d'immigrants d'Europe orientale et de réfugiés allemands. Nombre d'entre eux avaient acquis par leur douloureuse expérience l'habitus de l'illégalité, avec l'épuisant effort d'inventivité du quotidien (rejet de l'étoile, faux papiers, délits financiers, franchissement de frontières, recours à des passeurs...) et les risques personnels qu'elle comporte.

Plus de la moitié des 56.186 Juifs portés au registre du Bureau des Affaires juives de Bruxelles échappèrent à la déportation à Auschwitz, 45% d'entre eux n'en revinrent pas. Mais aucun n'avait subi passivement son sort. L'auteur y insiste : l'examen des convois mentionnés plus haut montre que « pas moins de la moitié des Juifs déportés avaient fui à l'étranger avant leur arrestation, s'étaient cachés, étaient munis de faux papiers ou avaient entrepris d'autres démarches, la plupart du temps illégales, pour sauver leur vie » (p. 184). Et en 1942 et 1943 encore, alors même que la déportation bat son plein, ils sont nombreux, individus ou familles entières, à tenter de passer la frontière française pour gagner un pays plus sûr.

La clarté et la nouveauté du propos d'Insa Meinen, son caractère à la fois synthétique et soucieux de rester au plus près des données les plus singulières de son champ de recherche recommandent la lecture de cet ouvrage, dont les quelques notes qui précèdent ne peuvent qu'évoquer les pistes qu'il ouvre. Il faut souhaiter la parution, dans les

meilleurs délais, d'une version en langue française de cette contribution de première importance à la compréhension de la tragédie que vécurent les Juifs de Belgique sous la botte hitlérienne – et dont moururent des milliers d'entre eux.